

COMMUNIQUE

PARIS LE 29 SEPTEMBRE 2008

**Face à la crise financière :
Les choix idéologiques restent les mêmes !**

Une crise financière sans précédent secoue la planète entière et démontre que les politiques de dérégulation, de spéculation, et de « libre concurrence » n'ont eu comme conséquence que d'accroître les inégalités et enrichir une poignée « d'élus » alors que la majorité de la population mondiale s'enfoncé dans la pauvreté et la précarité.

Les dirigeants qui ont prôné pendant des années l'autorégulation du marché découvrent que l'Etat doit jouer un rôle. L'Etat, le contribuable intervient, mais pour socialiser les pertes d'un système qui implose. Des centaines de milliards sont injectés dans le système financier sans qu'aucune réforme en profondeur ne soit proposée.

Le chef de l'Etat devait aller chercher la croissance avec les dents ; sa politique reste au fond de la gorge de la majorité de la population. Nicolas Sarkozy voudrait masquer l'échec de sa politique sous le paravent de la crise, mais il veut continuer une politique qui est comptable de l'envolée du chômage et de la perte du pouvoir d'achat.

Dans son discours de Toulon, le président appelle au retour de l'Etat or, dès le lendemain, le projet de budget pour 2009 confirme les choix fiscaux du gouvernement et les milliards d'exonérations fiscales pour les plus riches. Les dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans la Fonction publique, les coupes budgétaires et la réorganisation territoriale de l'Etat vont diminuer les capacités d'intervention de celui-ci. La désertification des services publics continue et la politique du gouvernement envers les personnels de la fonction publique ressemble à un plan social à grande échelle.

Alors que la politique de spéculation a montré sa perversité, le gouvernement veut ouvrir le capital de la Poste en pleine crise financière. Alors que les fonds de pensions sont en train de faire faillite, le gouvernement favorise, par sa politique sur les retraites et l'assurance maladie, le recours (pour ceux qui le peuvent) aux assurances privées.

La majorité de la population, et d'abord les plus précaires, vont payer une nouvelle fois ces choix politiques et budgétaires.